

*Proposition de communication au Quatrième congrès de l'AFEP
2, 3 et 4 juillet 2014, Paris - ENS Cachan*

Economie politique et démocratie

**La sauvegarde de l'adhésion et de l'efficacité lors de l'intégration
des structures d'économie sociale de proximité dans les projets
urbains.**

Entre institutionnalisation et autonomie.

Laura Guéorguieva (lauragueorguieva@gmail.com), Laboratoire PACTE (UMR-51-94), ED économie UPMF.

Résumé du projet de communication

La communication que nous souhaitons proposer s'inscrit dans le cadre d'une recherche menée au sein du laboratoire PACTE (Politiques publiques, ACTion politique, Territoires) de Grenoble sur le sujet de la relation entre un réseau de structures de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) du territoire grenoblois mettant en avant des formes organisationnelles et institutionnelles de proximité et le développement économique tel qu'il est envisagé par la pensée hétérodoxe.

Bien que cette recherche s'inscrive principalement dans le champ de l'économie, et en particulier dans l'économie régionale, urbaine et l'aménagement territorial, elle nécessite de porter un **regard pluridisciplinaire** pour comprendre les réalités locales. Nous faisons notamment référence aux théories politiques de la gouvernance, à la sociologie des organisations et aux interactions au sein de réseau sociaux et économiques.

La communication que nous proposons porte sur plusieurs thématiques du Congrès de l'AFEP ; A partir du constat d'une dynamique d'institutionnalisation dans les réseaux d'ESS, nous souhaiterions analyser les risques de perte d'adhésion auprès des adhérents mais également une baisse d'efficacité des structures en elles-mêmes que peuvent entraîner une professionnalisation croissante et une rigidification de leur fonctionnement afin de satisfaire aux **exigences de performance** des politiques publiques. Ces questions relèvent de la relation entre **discours politiques et savant et la décision démocratique** et de l'évaluation sur la **place qu'il faut laisser aux non-experts** dans le fonctionnement des structures, des réseaux et de la gouvernance territoriale. Enfin, cette question étant posée dans le cadre de l'Economie sociale et solidaire, elle remet en question **l'approche du « tout marché »** notamment en matière de développement.

En tout premier lieu, nous nous intéresserons à la question de **l'adhésion des acteurs de l'économie sociale** lors du pilotage de projets ou lors de l'institutionnalisation de ceux-ci. Par acteurs, nous entendons tout aussi bien les membres des structures prenant part à leur fonctionnement (bénévoles, membres élus), mais également le public visé par l'activité des structures (ex : publics en réinsertion, clients de structures équitables, etc.).

Cette question est particulièrement délicate lors de l'élaboration de politiques publiques englobant les structures en question. En effet, elles ont souvent le potentiel de devenir de véritables atouts économiques, comme le suggèrent les travaux sur les Pôles Territoriaux de Compétitivité Economique (PTCE) entérinés par l'appel à projet gouvernemental de 2013 et accompagnés par le rapport Frémeaux sur l'ESS et le bien-être. Par exemple, nombre des projets de proximité que nous étudions incluent des volets d'insertion, environnementaux ou de solidarité. Par ailleurs, le contexte de crise a rendu ce genre de structures de plus en plus nécessaires mais les a souvent laissés avec des moyens limités, ce qui les pousse à se regrouper ou à collaborer avec les instances locales.

Cependant, les aspects positifs d'une coopération vont de pair avec la difficulté à intégrer des considérations démocratiques qui leur sont inhérentes de par leur nature et leurs statuts. Or, l'aspect démocratique doit être pris en compte si l'on souhaite que ces structures prennent part à la gouvernance locale et deviennent actrices des politiques publiques. Les questions du bénévolat, de la participation et des dons sont intimement liées à cette question démocratique et sont particulièrement sensibles.

C'est pourquoi la sollicitation des acteurs dans l'élaboration des politiques est particulièrement importante. Non seulement, l'expertise la plus pertinente dans le domaine de l'ESS est à chercher sur le terrain, car il est composé d'un écosystème très hétéroclite de structures, mais il s'agit surtout d'une question de valeurs et d'éthique. En effet, en particulier en ce qui concerne l'emploi ou la consommation, les acteurs de ce type de structures portent un regard souvent militant, voire altermondialiste, sur leur activité et souhaitent avant tout être maîtres de leur destin, ce qui renvoie à la notion de *capabilities* exposée par Amartya Sen. Au-delà des orientations suggérées par les experts économiques pour le développement territorial (relance de l'activité, compétitivité, etc.), ils ne souhaitent pas être les victimes individuelles d'un bénéfice collectif dans lequel ils ne croient pas toujours (Läugt, 2000).

Pour illustrer cette méfiance face à l'institutionnalisation « par le haut » et aux politiques de développement des experts orthodoxes de la pensée économique, nous proposons une approche empirique et souhaitons conduire une série d'entretiens auprès de structures de proximité du bassin grenoblois.

Le deuxième ressort de notre interrogation découle du premier et est celui de l'efficacité.

En effet, l'une des particularités des structures de l'ESS est qu'elles ont un fonctionnement « ad hoc » principalement hérité du manque de moyens financiers et humains qu'elles ont eu lors de leur création ainsi que de l'état d'esprit de leurs fondateurs. Ce type de fonctionnement a été mis en avant dans la littérature comme pouvant être un atout (Mintzberg, 1982, Toffler, 1974) mais peut également être un frein à leur intégration dans un projet de plus grande envergure en relation avec le reste du monde économique et des institutions publiques. En effet, la coopération et le montage de projet ou de dossiers de subvention dépend souvent d'un certain degré de professionnalisation, d'intervention d'experts pour un travail de recherche, d'évaluation, etc. ce qui peut mener à des résistances internes.

Aussi, est-il important de valoriser les non-experts dans l'organisation des structures et surtout leurs pratiques. Pareillement, il serait difficile d'évaluer l'impact de ces structures à l'aune des indicateurs traditionnels de performance, aussi est-il important de valoriser des indicateurs alternatifs, mais surtout la mise en place d'une évaluation participative des projets qui sera moins perçue comme un contrôle extérieur imposé et permettra davantage la réalisation des acteurs dans leur activité.

Pour mieux cerner cette problématique nous proposons de faire le parallèle entre les différences de fonctionnement de deux structures aux objectifs similaires ; les Systèmes d'échange locaux (SEL) qui ne sont pas fédérés nationalement et sont créés par le bas et les Accorderies dont le réseau est développé en France par la Macif. Ces deux structures ayant une genèse différente, il serait intéressant de voir en quoi cela se répercute sur les membres et l'adhésion et l'efficacité. Nous n'omettrons pas de remettre en cause notre propre analyse dans le débat experts/acteurs en gardant à l'esprit notre position unique résultant du fait que l'objectif de la recherche dans laquelle cette communication s'inscrit est de faire de la recherche-action auprès de structures de l'ESS pour favoriser le développement local.

Bibliographie

Laügt, Olivier, *Discours d'experts et démocratie*, 2000, Ed. L'Harmattan.

Mintzberg, Henry, *Structure et dynamique de l'organisation*, 1982, Éditions d'Organisation.

Toffler, Alvin, *Le choc du futur*, 1974, Ed. Denoël, (réédition Gallimard, 1987).

Sen Amartya, *Un nouveau modèle économique : Développement, Justice, Liberté*, 2010 Ed. Poche Odile Jacob.

Frémeaux, Philippe. *L'évaluation de l'apport de l'économie sociale et solidaire*, 2013 Ministère délégué chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation.

Zaoual, Hassan, *Socioéconomie de la proximité : Du global au local*, 2005, Ed. L'Harmattan.

Zaoual Hassan et Daghri Taoufik, *Economie solidaire et développement local : Vers une démocratie de proximité*, 2007, Ed. L'Harmattan.

Latouche, Serge ; L'oxymore de l'économie solidaire, *Revue du Mauss*, 2003/1, n°21, p.145-150.

Laura GUEORGUIEVA
31/05/1985
3 quai Claude Bernard
38000 Grenoble
Téléphone: 06.42.45.01.61
E-mail : lauragueorguieva@gmail.com



CURRICULUM VITAE

Etudes, formation

Octobre 2013 à ce jour : Doctorante en économie (UPMF) au sein du laboratoire PACTE de Grenoble.
Sujet de thèse sur la relation entre les structures d'économie sociale de proximité du bassin grenoblois et des formes de développement issues de la pensée économique hétérodoxe. Membre d'un groupe de travail sur le sujet « Agriculture et métropolisation ».

2009-2010 : Étudiante en Master 2 Développement et Expertise de l'Économie Sociale (DEES) à l'Institut d'Études Politiques de Grenoble. **Obtention du double Master Sciences Politiques et DEES.**

2005-2006 : Intégration de l'Institut d'études politiques (IEP) de Grenoble, section économique et financière.

2004-2005 : Étudiante en classe préparatoire de l'Institut Emmanuel d'Alzon à Nîmes.

2003-2004 : Obtention Bac Économique et social avec mention, section européenne au Lycée Gustave Jaume de Pierrelatte (26).

Expérience professionnelle

Octobre 2013 à ce jour : Doctorante en économie (UPMF) au sein du laboratoire PACTE de Grenoble.

Janvier 2011 – septembre 2013 : **Responsable service Administratif et Communication au sein de l'entreprise Donnadieu Automobile, à Lyon (69).**
Négociation et achat de véhicules haut de gamme en provenance d'Allemagne et de toute l'Europe. Import en flux tendu (plus de 150 véhicules traités). Gestion des supports publicitaires. Coordination des prestataires. Création de bases de données prestataires et d'évaluation des fournisseurs. Suivi de projet d'e-commerce (création de cahier des charges, mise en concurrence).

Septembre 2009 à juillet 2010 : **Stage de 9 mois au service Vie Coopérative de la société financière la Nef, à Villeurbanne (69).**
Animation de différents ateliers de vie coopérative, élaboration d'un budget à l'intention des groupes locaux de bénévoles, pilotage d'un projet de mise en place d'un réseau Extranet, création d'une base de données sur les prestataires événementiels, animation de stands lors de salons et de foires.

2009 : **Stage de 4 mois au sein de l'ONG Eco Friends à Kanpur, en Inde.**
Rationalisation et développement des outils de communication internet, sensibilisation de la population sur les problèmes de pollution, pilotage d'une mission de suivi médical pour l'empoisonnement à l'arsenic, formation de l'équipe en informatique et en anglais, suivi des projets de campagne de collecte de fonds et mobilisation en ligne.

2008 : **Stage de 3 mois au sein du Service Achats d'EDF, Centrale Thermique d'Aramon (30).**
Prise de commandes et mise en concurrence, différentes missions en communication dont accueil de groupes lors de visites de la centrale, organisation des archives, prise en main des outils informatiques, notamment SAP, inventaire tournant avec utilisation d'outils de gestion informatique.

2006- 2008 : Emplois d'appoint dans la distribution de journaux pour le magazine, l'agroalimentaire et l'aide à la personne.

2003-2004 : Bénévolat au sein de la SPA de Pierrelatte. *Accueil, participation à la collecte de fonds, sensibilisation de la population.* Bénévolat occasionnel par la suite.

Informations particulières

Langues : **Anglais** bilingue, **Bulgare** bilingue, **Allemand** courant, trois ans d'études du **Chinois** à l'université Stendhal de Grenoble.

Informatique : Maîtrise de Word, Excel, Powerpoint, SPSS, SAP, notions en langage HTML, bonne maîtrise des outils Internet.

Activités extra-professionnelles

Membre du Système d'Echange Local (SEL) de Grenoble, membre de l'association Brin d'grélinette, dessin, lecture, cuisine, natation, randonnée, voyages (Bulgarie, Grèce, Allemagne, Chypre, Chine, Italie, États-Unis, Inde, Népal, Nouvelle-Calédonie),

Résumé en français et si possible en anglais de 10 lignes maximum et 5 mots clés

Nous souhaitons porter un regard pluridisciplinaire sur l'institutionnalisation de certaines structures d'ESS mettant en avant la proximité et remettant en question le principe de « tout marché ». Cette dynamique accompagne souvent une imbrication accrue dans les politiques publiques locales ce qui amène les structures à être sujettes à des évaluations, à des règles et aux regard d'experts politiques et économiques qui vont souvent à l'encontre de l'expérience de terrain et des objectifs de leurs acteurs. De plus, l'institutionnalisation engendre un processus de professionnalisation qui peut amener des tensions et éloigner les structures des valeurs et des objectifs qui les ont fait naître, notamment les valeurs démocratiques. Cela peut nuire à deux aspects importants des pilotages de projets; l'adhésion des publics visés et l'efficacité des organisations.

Nous souhaiterions donc voir quels sont les dangers d'une telle dynamique et quelle pourraient être les pistes de réflexion pour sortir de cet antagonisme structures d'ESS et acteurs de terrain/Instances publiques, professionnalisation et experts. Cette analyse sera accompagnée d'une étude empirique sur le territoire grenoblois.

Mots clés : Economie sociale, institutionnalisation, évaluation, stratégies d'acteurs, autonomisation.

We wish to bring a multidisciplinary perspective on the institutionalization of a number of social economy structures emphasizing proximity and questioning the hegemonic market principle. This dynamic is often accompanied by increased imbedding of the structures in local public policies causing them to be subject to assessments, regulations and facing political and economic experts whose expertise is often disconnected from field experience. In addition, the institutionalization creates a professionalization process that can bring tension and disconnect the structures their original goals and values (especially their democratic aspect). This can affect two important facets of project management involving on the one hand the public of the structures, and on the other hand, the effectiveness of organizations.

We would see what the dangers of such a dynamic are, real or as perceived by the protagonists, and what could be the solution out of this antagonism between social economy's structures and practitioners / public bodies, professional and experts. This analysis will be accompanied by an empirical study of the Grenoble area.

Keywords: Social Economy, institutionalization, evaluation, stakeholder strategies, empowerment.